

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Diplomatie : message d'Abdel Fattah al-Sissi d'Égypte à Ali Bongo Ondimba



Photo : DR

Le président Ali Bongo Ondimba prenant connaissance du message de son homologue égyptien.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

EN marge du lancement des travaux de la "Semaine africaine du Climat" [qui se déroule jusqu'au 2 septembre prochain, à Libreville] le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a reçu, hier au palais du bord de mer, Sameh Hassan Shoukry, ministre égyptien des Affaires étrangères, par ailleurs président désigné de la COP 27. "L'organisateur de la COP 27" était porteur d'un message du président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, destiné à son homologue gabonais. Bien que le contenu du message n'ait pas été révélé, il ne fait l'ombre d'aucun doute que

la coopération bilatérale entre le Gabon et l'Égypte en constitue la trame. D'ailleurs le numéro un gabonais et son hôte ont fait le point de la coopération bilatérale entre les deux États. L'audience accordée par Ali Bongo Ondimba à l'émissaire égyptien a été l'occasion pour le Gabon et l'Égypte de réaffirmer leur volonté commune de renforcer leurs liens sur les plans économique, politique et culturel. Et de développer de nouveaux axes de coopération.

Cette rencontre a surtout permis au diplomate égyptien d'exprimer sa gratitude et d'adresser ses félicitations au président gabonais pour le déroulement de l'actuelle grand-messe, la Semaine africaine du Climat" que

Libreville abrite en ce moment. Dans le même registre, les deux autorités entendent également mutualiser leur implication voire leurs efforts dans le développement et la préservation de l'environnement. Le Gabon et l'Égypte étant tous deux membres de l'Union africaine (UA).

Comme on pouvait s'y attendre la tenue de la prochaine COP 27 à Charm El Cheikh en Égypte n'a pas été éludé. Le président désigné du rendez-vous à venir a ainsi fait part au premier magistrat gabonais (Ndlr : dont l'engagement dans la préservation de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques ne sont plus à démontrer) des préparatifs de ce grand rendez-vous.

Vie des partis : le RDP refait surface

A. N.
Libreville/Gabon

ET revoilà le Rassemblement pour la démocratie et le progrès (RDP) ! Ce parti politique, membre de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) qui avait disparu de l'arène politique depuis plusieurs années a refait surface récemment, à la faveur d'un conseil national organisé à Makokou, dans la province de l'Ogooué-Ivindo, sur les terres de son défunt fondateur Alexandre Sambat. Les travaux se sont déroulés dans l'amphithéâtre de l'école de santé, située au quartier Zoatab.

Il était question pour son directeur non seulement de renouer avec la base, mais aussi et surtout de remobiliser les troupes restées longtemps dans l'atonie. Cela dans la perspective des prochaines élections générales prévues dans notre pays pour l'année 2023. Aussi, les assises

de Makokou ont-elles permis de réviser les statuts et le règlement intérieur. Tout comme les participants ont renouvelé les instances dirigeantes tant au niveau national que provincial.

Occasion pour les responsables de cette formation politique aujourd'hui présidée par l'ancien sénateur Raymond Athanase Iboutha Walla de réaffirmer avec force son appartenance à la galaxie présidentielle. Non sans annoncer que lors des échéances électorales à venir, le RDP prendra part aux scrutins partout où il sera présent...

Et le premier vice-président, parlant au nom de son président, d'appeler les militantes et les militants à la vigilance et à la sérénité.

Aux yeux de nombre d'observateurs et autres analystes de la vie politique nationale, la récente sortie du RDP est un clin d'œil au patron de la MRSE, dans la perspective du partage du franc électoral.



Photo : DR

Le directoire du RDP lors des travaux.

Miroir du gouvernement

Une rentrée scolaire apaisée ?

PRÉVUE le 5 septembre prochain, la rentrée scolaire devrait se dérouler dans un climat apaisé. Sur le front social, tout au moins, l'accalmie est de retour. Les partenaires sociaux semblent se satisfaire de la "méthode" impulsée par Camélia Ntoutoume-Leclercq depuis son arrivée à la tête du ministère de l'Éducation nationale, en mars dernier. Tant elle a fait du dialogue tous azimuts avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, son credo. En tout cas, contrairement aux années précédentes, les syndicats n'ont pas annoncé la couleur en brandissant la menace d'une grève le lundi 5 septembre prochain. Ce qui laisse à penser que dans la lignée de l'année scolaire 2021-2022, celle qui débutera dans quelques

jours pourrait également s'étaler sans accroc majeurs. Il reste qu'au terme de la rentrée administrative qui s'est déroulée hier à l'échelle nationale, cette prédiction pourrait être mise à mal au regard de la lenteur constatée dans les affectations, mutations des chefs d'établissements et autres personnels administratifs. À l'allure où vont les choses, le risque paraît grand qu'elles surviennent après le début effectif des cours. Ce qui serait une source de désagrément pour plus d'un. D'autant plus que chez nous, bien souvent, la désignation des proviseurs, censeurs et autres intendants et surveillants n'est jamais très loin de certaines considérations politiques relevant parfois du clientélisme. Bref, tout patron du Minéduc se

doit de peser et soupeser certaines réalités locales. Ce qui n'est pas forcément une tâche aisée.

En tout état de cause, l'ensemble des membres (enseignants, apprenants, parents, etc.) de la communauté éducative attendent avec impatience ces affectations. Vu qu'elles donnent généralement le tempo d'une année scolaire. Tant un chef d'établissement ne sachant pas à quelle sauce il sera mangé serait moins enclin à accomplir sa mission avec abnégation.

Quoi qu'il en soit, en recevant dernièrement les partenaires sociaux, Camélia Ntoutoume-Leclercq a annoncé la couleur en s'engageant pour "une rentrée scolaire tranquille".

J.KOMBILE MOUSSAVOU